
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCXXX.

Du mercredi 3 mars 1790.

APRÈS la lecture du procès-verbal il s'est élevé quelques difficultés sur la rédaction de l'article XIII, qui concerne l'exception à la suppression des bannalités.

Le comité féodal avoit pensé, depuis la dernière séance, qu'une nouvelle rédaction pourroit remplacer celle que M. Merlin avoit faite. Voici la rédaction nouvelle que le comité proposoit :

1^o. Les bannalités conventionnelles, c'est-à-dire, qui seront prouvées avoir été établies par une convention soussignée entre le propriétaire & la communauté des habitants, & portant de la part des banniers l'obligation de suivre la bannalité, & de la part du propriétaire, l'obligation de tenir perpétuellement en état le bâtiment, usine & objets nécessaires au service de la bannalité ».

2^o. Celles qui seront prouvées avoir eu pour cause une concession faite par le seigneur à la communauté des habitants du droit d'usage dans les bois ou prés, ou de communes en propriété.

Cette nouvelle rédaction du comité n'a pas obtenu de succès. L'assemblée a conservé la première telle qu'elle a été donnée dans le numéro d'hier, article XV.

Tome VII.

V.

Le rapport de l'affaire des colonies étoit à l'ordre du jour ; M. Goupilleau, chargé par le comité des rapports de rendre compte des pièces dont les extraits avoient été envoyés au comité par M. de la Luzerne, a fait d'abord lecture de la lettre écrite aux colonies par ce ministre ; lettre qui pouvoit donner une idée générale de l'état de l'affaire. Ce rapport & la lecture des pièces ayant duré près de trois heures, nous ne pouvons en donner qu'une analyse rapide ; mais elle suffira peut-être pour mettre à portée de suivre le cours des débats qui auront lieu sur cette grande affaire.

Voici l'analyse de la lettre écrite par M. de la Luzerne :

» Le 27 octobre, mémoire présenté à l'assemblée nationale par le ministre, au sujet des colonies.

A la Martinique, assemblée convoquée par le gouvernement, avant l'époque ordinaire & en changeant la forme accoutumée ; — plusieurs ports ouverts au commerce extérieur ; — droits abolis sur les marchandises étrangères ; = ruine du commerce français.

— A Saint-Domingue, assemblée convoquée par le roi, pour le mois d'octobre 1789 ; — comité tenu à Paris entre les députés des colonies & le ministre, pour déterminer la forme de cette assemblée ; — rapport fait au conseil d'état, en septembre ; — décision du conseil que la convocation sera faite par le gouverneur ; — mode d'élection & de formation arrêté par le conseil, suivant le vœu des députés des colonies ; — l'assemblée ne devant être regardée que comme provisoire & extraordinaire, & pour transmettre son vœu au gouvernement, afin que l'assemblée nationale conservât la faculté de décider en dernier ressort.

— Assemblée provinciale formée dans la partie du nord, avant l'arrivée du vœu du roi : — elle fait inter-

cepter les ordres, & les fait imprimer avec un commentaire insidieux ; — défiance inspirée dans les colonies ; — les administrateurs proclament l'ordre du roi pour la convocation de l'assemblée, en choisissant la ville de Léogane pour en être le siège.

— Contestation entre le conseil supérieur & l'assemblée provinciale ; — arrêté de cette assemblée du 4 janvier, annonçant l'étendue du pouvoir qu'elle s'est attribuée ; — elle casse un tribunal & en crée un autre ; — ordonne la radiation de la commission du gouverneur au greffe de l'amirauté. — Reproche qu'on lui fait d'avoir fait différer la prestation du serment des troupes jusqu'au moment où il seroit reconnu que les décrets de l'assemblée doivent s'exécuter dans les Colonies. — Serment ordonné par lui le 15 janvier. — Crainte du gouverneur que les parties de l'ouest & du sud ne prissent le même parti. — Perception des impôts suspendus. — Pénurie des fonds à S. Domingue. — Considération du ministre à cet égard. — Gouvernement de S. Domingue ne coûte rien à la France, à cause des octrois. — En octobre 1789, il y avoit 1,200,000 liv. dans les caisses, sans compter 300,000 liv. pour le pont de l'Artibonite. — Compte rendu par l'intendant à son départ. — Onze millions de dettes éteintes en moins de cinq ans. — Revenus surabondans à la dépense. — Administration de S. Domingue ordonnée en deux parties, & gouvernée anciennement par deux conseils supérieurs réunis en un seul ; ce qui a occasionné des mécontentemens. — Assemblée en janvier 1789, pour la nomination des députés. — Plan de convocation formé en septembre entre le ministre & les colons. — Plan arrêté au conseil & envoyé. — Plan des colons diffère de celui du ministre dans le préambule & les trois premiers articles. — Deux lettres de M. de la Luzerne aux administrateurs, du 27 septembre

1789, en envoyant le règlement pour la convocation des colonies,

M. Goupilleau a fait ensuite le rapport des évènements qui se sont passés au Cap, d'après un grand nombre de pièces remises au comité; nous les ferons connoître incessamment.

Le rapport fini, M. de Richier & M. de Cocherel ont demandé s'il résulteroit des pièces remises, qu'il y eût des vaisseaux anglois qui fussent dans les ports des colonies.

M. Goupilleau a répondu que cela ne résulteroit d'aucune des pièces remises.

« Il me semble, a dit M. Alexandre de Lameth, qu'avant de passer à la discussion, on pourroit régler l'ordre des questions qui seront soumises au jugement de l'assemblée, que l'on ne peut pas tirer de grandes lumières d'un simple rapport de pièces, dans une affaire qui présente une foule de questions de morale, de philosophie, de politique & de commerce, & que, pour concilier avec sagesse & maturité les intérêts des colonies & du commerce avec ceux de la nation, il seroit nécessaire de nommer un comité qui examineroit tous les rapports sous lesquels cette affaire doit être considérée, & présenteroit des résultats dans un très-court délai. »

« L'assemblée est assez instruite, disoit M. Cocherel, pour ouvrir la discussion. Le mal est assez grand dans les colonies, pour qu'on se presse d'y remédier. »

« L'insurrection de Saint-Domingue, a ajouté M. de Casalès, prescrit à l'assemblée l'obligation de s'occuper de cette affaire incessamment. Il faut remettre dans cette colonie l'ordre & la paix, & que la discussion soit mise à l'ordre du jour. »

M. Bégouin a dit ensuite: « Il y a long-temps que les colonies pressent l'assemblée nationale de s'occuper de ce

qui les intéresse; il y a long-temps que les députés extraordinaires du commerce l'ont avertie de la cessation des travaux des manufactures & des ports, qui attaque directement les finances, dont le désordre pourroit mettre la constitution en péril. Je fais que le comité d'agriculture & de commerce a un rapport très-intéressant à vous faire sur les adresses que les habitans de Bordeaux & les députés du commerce du royaume vous ont présentées jendi dernier; je demande qu'il n'y ait pas de retard dans la discussion des affaires des colonies. »

La question préalable ayant été proposée sur la motion de M. de Lameth, plusieurs membres se sont levés pour demander la continuation de l'ordre du jour. Un plus grand nombre craignoit au contraire que l'on employât trop de temps à la discussion de cette affaire, dans un moment où les travaux de la constitution n'étoient point achevés; mais M. le président a fait espérer que l'expédition de cette affaire pourroit être assez prompte, & il a demandé qu'on voulût bien entendre le rapport de la Martinique.

M. l'abbé Grégoire a fait en conséquence un rapport des pièces envoyées par le ministre & qui concernent cette colonie.

Nous ne pouvons donner qu'une courte analyse des deux pièces qui ont été lues.

Première pièce.

Compte rendu par M. de Viomenil : il loue le travail de l'assemblée coloniale de la Martinique; mais il croit ne pouvoir en approuver toutes les dispositions, parce qu'elles ne sont pas de nature à n'emaner que de la puissance législative.

Il rentre ensuite dans un détail qui comprend les observations, qu'il a faites sur les opérations de l'assemblée.

1°. Affranchissement des nègres. Cet objet regarde la puissance législative. Le gouverneur consent à ne pas donner pendant quelques temps des lettres d'affranchissement.

2°. Vente aux étrangers des esclaves condamnés. Le commandant observe qu'avant de statuer sur cette disposition, il faut déterminer s'il ne vaudroit pas mieux en faire un emploi utile dans l'isle même.

3°. Le commandant admet le service de la maréchauflée, proposé par le comité, & demande qu'il soit présenté à l'approbation du ministre.

4°. Autorise le règlement formé pour l'établissement des municipalités, mais d'une manière provisoire, jusqu'à la décision de l'assemblée nationale.

5°. Permet que les mulets apportés par les bâtimens espagnols puissent être transportés dans toutes les parties de l'isle.

6°. Consent que, depuis le premier janvier jusqu'au premier mai, les bâtimens américains soient admis dans quatre ports des colonies, & que les droits sur les marchandises étrangères seront suspendues; autorisant les négocians françois à placer dans ces ports des commis pour empêcher l'exportation illicite des denrées qui ne doivent être portées qu'en France.

7°. Approuve le plan proposé pour l'établissement d'une assemblée générale & permanente, sans déroger au pouvoir des administrateurs, & avec la réserve de la sanction de l'assemblée nationale.

Deuxième pièce

Elle concerne les protestations des membres du commerce. Ils observent que l'assemblée a dérogé à son propre règlement, qui lui prescrivait de ne rien faire à moins d'être 81; & que cependant ils se sont constitués lorsqu'ils n'é-

toient que
& exposé

Après c
qu'avant
ment on
proposer
M. de La
le rapport
du jour e
mer un c
abrégé le

La discu
les avanta
reste rien
rapport d
affaire pré
trois orate
poser ses
viendront
terminer,
présenter
quelles il

M. de l
président
question p
avoit lieu
renvoyer
& de déci

comité de
« Il ne
Lameth,
nationale
des colon

voient que 21. Ils protestent contre l'ouverture des ports, & exposent les inconvéniens qui doivent en être la suite.

Après que ce rapport a été fait, M. Chapelier a dit, qu'avant de commencer la discussion, il falloit savoir comment on discuterait. M. Camus a saisi ce moment pour proposer de nouveau le projet du comité présenté par M. de Lameth. » L'ordre du jour, ait-il dit, étoit pour le rapport de cette affaire; ce rapport est fait, & l'ordre du jour est rempli. Je fais de nouveau la motion de nommer un comité pour préparer l'ordre de la discussion & abrégier le travail que présente l'affaire des colonies. »

La discussion s'est établie, & M. Chapelier a démontré les avantages de l'établissement de ce comité. « Il ne nous reste rien dans la mémoire, a-t-il ajouté, de tout ce rapport de pièces; nous n'avons aucune idée fixe. Cette affaire présente un grand nombre de questions. Trente-trois orateurs ont demandé la parole. Si chacun veut proposer ses idées sur chaque question particulière, que deviendront nos travaux commencés? Le meilleur moyen de terminer, c'est de charger quelques personnes de nous présenter sous peu de jours l'ordre des questions sur lesquelles il faut délibérer. »

M. de Foucand a vainement combattu cette opinion. Le président a proposé de la mettre aux voix, lorsque la question préalable a été demandée; on a déclaré qu'il y avoit lieu à délibérer; alors M. de Richier a proposé de renvoyer la pétition de Bordeaux au comité de commerce, & de décider ensuite si l'assemblée entendoit charger le comité de l'affaire des colonies.

« Il ne faut pas perdre de vue, a dit M. Charles de Lameth, que ceux qui se plaisent à inculper l'assemblée nationale, ne manqueront pas de lui imputer les troubles des colonies, sans songer que c'est lorsqu'elles sont en

danger qu'on lui remet cette affaire pour la juger , & qu'on la presse de prendre un parti. Il faut donc la discuter avec soin. Si les débats avoient lieu dans ce moment, ils seroient sans ordre & sans suite ; les uns s'occuperoient, ou de la traite des noirs , ou du commerce , ou des loix prohibitives ; les autres examineroient quelle constitution leur convient & les loix qui doivent les régir. Pour moi, comme Colon , comme François , & dans le dessein d'allier les intérêts de la Colonie avec ceux de la métropole , à laquelle je suis encore plus attaché , j'insiste pour l'établissement d'un comité particulier , à moins qu'on ne veuille renvoyer l'affaire au comité de constitution ; autrement je demande que le comité soit nommé par bureaux , & composé de membres pris dans toute l'assemblée ».

Les députés de Guyenne, a dit M. l'abbé Mauri, ont demandé trois objets, le maintien de la traite des noirs, la conservation des réglemens prohibitifs, & l'abolition du privilège exclusif de la compagnie des Indes. Je ne suis pas frappé de la crainte qu'on cherche à inspirer sur les calomnies que l'on se permet contre l'assemblée nationale. L'état malheureux du royaume demande que vous abordiez la question de la traite des noirs, & que les grands intérêts de la France sur cette traite, soient discutés & suivis d'une décision. Il s'agit de vos finances ; il s'agit de votre commerce, & si j'ose le dire, de la banqueroute. Votre silence sur la traite des noirs le rendroit peut-être inévitable. Quelques sourds applaudissemens donnés à l'opinant, ont rappelé à une grande partie de l'assemblée, qu'il se plaçoit à parler fréquemment de banqueroute. . . . M. l'abbé a conclu à ce qu'on chargeât le nouveau comité de tout ce qui a trait à la constitution, à l'organisation, au régime & aux loix des colonies ; mais qu'il falloit traiter le jour même la question sur la traite des noirs.

On a proposé aussi-tôt la question préalable sur la *division* réclamée par M. l'abbé Mauri.

M. Casalès lui a succédé dans la tribune, pour dire qu'il ne s'agissoit que de prendre des mesures pour que Saint-Domingue fût tranquille, & qu'il pût recevoir des loix de la métropole. Il a proposé de renvoyer au comité les différentes questions, en réservant de s'occuper aujourd'hui de remettre la paix dans les colonies.

M. Blin a insisté sur les inquiétudes qui alarmoient le commerce; il a proposé de s'occuper sur le champ de la traite des nègres.

Après quelques débats très-violens sur la manière de poser la question, M. le président l'a mise aux voix en ces termes :

« Y a-t-il lieu de délibérer sur la division demandée? »

Deux épreuves ayant paru douteuses, le président s'est vu forcé de demander l'appel nominal; le résultat a été de 343 voix pour rejeter la division, contre 310 qui l'admettoient; ainsi il a été déclaré qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur la division.

Dans cet état, on a mis aux voix la question de savoir si l'on établiroit un comité, & cette opinion a été adoptée.

Alors M. Malouet a fait un amendement, qui n'a pas eu de suite.

Celui de M. Chapelier, tendant à ce que ce nouveau comité fit son rapport lundi prochain, a été adopté.

M. Cocherel proposoit de décréter qu'aucun député des colonies ne fût admis dans ce comité; mais cette motion bleffoit trop la liberté des élections, pour qu'elle fût accueillie.

Enfin M. l'abbé Mauri a dit qu'il étoit à désirer que l'on mît dans ce comité des membres qui ne fussent pas du même avis, parce que c'étoit un moyen d'établir la dis-

cession dans ce comité, qui ne seroit pas ensuite si longue dans l'assemblée.

La question préalable a fait justice de cet amendement, & l'assemblée n'a terminé sa séance qu'à sept heures, en décrétant qu'il seroit nommé aujourd'hui un comité composé de douze personnes prises dans l'assemblée, & qui feroient lundi prochain le rapport de l'affaire des colonies & des différentes pétitions des villes de commerce du royaume.

Les soldats des gardes-françaises ont eu trop de part à l'heureuse révolution qui s'opère en France, pour que nous puissions laisser ignorer les nouvelles preuves qu'ils donnent de leur zèle; ce n'est point assez pour eux d'avoir servi la patrie par leur courage, ils ont voulu encore venir à son secours par des sacrifices.

Voici l'adresse qu'ils viennent de présenter à l'assemblée nationale, dans une séance du soir.

N O S S E I G N E U R S ,

» Toujours brûlans du saint amour de la patrie, les ci-devant gardes-françaises, auxquels se sont joint les officiers, soldats & chasseurs incorporés comme eux dans l'armée nationale parisienne soldée, nous ont chargés de venir déposer sur son autel leur don patriotique; que la modicité ne soit point prise pour la mesure de leur zèle, & de leur attachement pour cette mère commune; quoique peu favorisés des biens de la fortune, ils n'ont jamais senti de jouissance plus douce que lorsqu'il a fallu former cette masse. Daignez, Nossseigneurs, accepter ce foible tribut comme le témoignage certain du patriotisme de cette troupe, de son respect pour vos augustes personnes, & pour les sages décrets qui sont les fruits de vos travaux. Ils y joignent la promesse de les défendre contre les ennemis du bien public, avec toute

la bravoure que leur inspire une si belle cause, & ils répètent le serment le plus authentique, de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour le maintien d'une constitution qui doit faire le bonheur de la France & l'admiration de tous les peuples : eh ! qui plus que nous doit être le défenseur de cette constitution ? déjà nous en sentons les avantages, par la suppression de ces punitions flétrissantes & indignes du soldat françois ; par l'espoir auquel tout soldat courageux & capable peut se livrer ; de parvenir aux grades & distinctions militaires, dont l'égoïsme & la vanité lui avoient fermé l'entrée ; par l'assurance qu'il a d'être écouté dans ses plaintes, d'être jugé selon les loix que vous statuerez, & de voir enfin son honneur, son existence, ne plus dépendre du caprice & du despotisme de ses chefs, qui, d'un mot, pouvoient le priver de l'un & de l'autre, sans que personne osât prendre sa défense ; une paye, une retraite honnêtes & suffisantes, voilà, Nosseigneurs, les biens inappréciables que nous vous devons ; jugez de notre reconnaissance, de notre dévouement pour des bienfaits si signalés.

» Périrait à jamais celui qui voudrait voir renaître l'ancien ordre, ou, pour mieux dire, l'ancien vice des choses ; ou plutôt qu'il se montre avec tous ses agens, toutes ses ressources, & nous le combattrons ; nous défendrons la loi émanée de cette assemblée, la liberté dont le meilleur, le plus sage & le plus généreux des rois s'est déclaré le défenseur ; nous lui serons toujours fidèles ; & conduits par le brave général que la nation & le roi nous ont donné pour chef, nous sommes sûrs de la victoire.

» Puisse notre démarche & les sentimens que nous vous exposons, vous prouver aujourd'hui que personne n'est plus l'ami & le défenseur de la constitution, que le soldat françois ; puissent-ils nous acquérir à jamais votre bienveillance «.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

LE

Résumé

N. B. L.

cripteurs n
du Point a
dispendieux
sieurs mois
avant l'exp
directeurs
& en affran

La colle
compris l'a
forment 6
à Paris , &
volume se
10 sous fran

L'abonne
10 sous por

LA lon
santé de
pris les f

M. Fe

Tem